

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Août 2024

NON à l'initiative
extrême sur
la biodiversité



Page 8-9

**Au Conseil des Etats,
on ne peut compter
que sur l'UDC !**



Page 11

Un OUI
de la droite à
la réforme LPP



Page 15



Protégeons nos frontières !

Stop aux abus de l'asile !



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 5'300 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Août 2024
Conception du Franc-parler : GOAL AG



Nous devons nous défendre

Notre liberté, notre démocratie et notre identité sont menacées par l'immigration démesurée et l'invasion de migrants d'asile illégaux venus du monde entier. Une résistance politique commune est nécessaire. Seule l'UDC se bat sans relâche pour notre patrie, la Suisse.

Le pays a besoin de personnes courageuses et de citoyens qui s'engagent pour nos droits démocratiques. Astrid Mühlebach, du canton de Lucerne, en est un magnifique exemple : Elle s'est opposée avec succès au changement d'affectation du bâtiment scolaire de sa commune. Les autorités voulaient discrètement transformer les locaux en centre d'accueil pour demandeurs d'asile et expulser pour cela les associations locales. Nous avons eu l'occasion de rendre visite à Astrid Mühlebach et de lui décerner notre nouveau « Prix Résistance ». J'ai été profondément impressionné par l'énergie et l'engagement personnel de la lauréate (page 7).

En minorité dans notre propre pays

La gauche se plaint bruyamment de la « pénurie de logements » mais ne dit rien sur la cause principale de cette pé-

nurie : il est tout à fait logique qu'avec l'immigration de masse incontrôlée, les logements se raréfient et que les prix des loyers augmentent. Elle ne dit rien non plus sur le chaos de l'asile et le fait que chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec des bandes de passeurs criminels et que nous, Suisses stupides, devons payer le logement et toute la subsistance de ces profiteurs de l'asile.

En clair, la politique de la gauche rose-verte est la principale responsable de la pénurie de logements, de la hausse des loyers et des milliards de coûts liés à l'asile ainsi que des problèmes qui y sont liés : Vols, cambriolages, vulgarité, harcèlement, problèmes d'intégration, islamisation. Quiconque se promène dans les villes et les gares

de Suisse commence à se sentir comme une minorité dans son propre pays.

Notre patrie, la Suisse, est en danger. C'est maintenant à la population de se défendre, comme l'a fait Astrid Mühlebach. Soutenez notre initiative pour la protection des frontières « Stop aux abus de l'asile » !



Marcel Dettling

Conseiller national et président de l'UDC Suisse



Signez maintenant l'initiative « Stop aux abus de l'asile » (initiative pour la protection des frontières) !

Le chaos de l'asile a pris une ampleur insupportable. Il ne se passe guère un jour sans qu'il y ait des actes de violence, des délits sexuels, des cambriolages et des vols. L'échec de la politique du ministre socialiste de l'asile Beat Jans coûte à lui seul 3,5 milliards de francs par an à la Confédération. La situation est urgente : Signez dès aujourd'hui l'initiative « Stop aux abus de l'asile » (Initiative pour la protection des frontières) !



Par Thomas Aeschi,
Conseiller national et
président du groupe,
Baar (ZG)

Au cours du premier semestre 2024, 14'000 soi-disant demandeurs d'asile sont à nouveau arrivés dans notre pays en provenance du monde entier. La majorité de ces migrants arrivent en Europe avec l'aide de bandes criminelles de passeurs et traversent d'innombrables pays tiers sûrs pour déposer une demande d'asile en Suisse. Les coûts et la criminalité explosent : Rien qu'en 2023, la Confédération a dépensé 3,5 milliards de francs pour le domaine de l'asile, soit environ 1'600 francs d'impôts pour une famille de 4 personnes. A cela s'ajoutent encore les coûts pour les communes, les écoles et les cantons. De plus, il

ne se passe guère de jour sans que des délits violents et sexuels, des cambriolages et des vols ne soient commis. Ainsi, les délits ont atteint un record absolu en 2023 : plus de 520'000 en un an, soit plus de 1'400 par jour ! 56 % des personnes mises en cause sont des étrangers et beaucoup d'entre elles relèvent du domaine de l'asile.

Ces dernières années, l'UDC a déposé plus de 200 interventions parlementaires contre le chaos de l'asile, mais les autres partis font systématiquement barrage. Ainsi, en avril, le Parlement a refusé par 120 voix contre 60 d'approuver la demande du président du parti UDC Marcel Dettling d'un arrêt immédiat de l'accueil des demandeurs d'asile (Motion 22.4520). En mars de cette année, une intervention du groupe UDC demandant la réintroduction de contrôles systématiques aux frontières a été rejetée par 112 voix contre 69 (Motion 23.4472). Et par 136 voix contre 51, le Conseil national a rejeté la demande du

conseiller national UDC Jean-Luc Addor visant à ce que les demandeurs d'asile qui traversent un pays sûr perdent leur droit à l'asile en Suisse (Initiative parlementaire 21.420).

Puisque les autres partis ne font rien pour lutter contre les abus en matière d'asile, c'est maintenant à la population d'agir. Signez dès aujourd'hui l'initiative de l'UDC « Stop aux abus de l'asile » (Initiative pour la protection des frontières) et dites

- **OUI** à l'arrêt de l'asile pour les migrants illégaux qui arrivent en Suisse avec des réseaux de passeurs via des pays tiers sûrs,
- **OUI**, pour que les personnes dont la demande d'asile a été rejetée n'obtiennent plus le droit de rester en Suisse,
- **OUI** à l'arrêt de la migration illégale et aux contrôles à la frontière suisse au lieu de centaines de milliers de clandestins dans le pays !



Notre priorité, c'est la sécurité des Suisses

Le 30 juillet dernier, l'UDC Suisse organisait une conférence de presse à Giffers, dans le canton de Fribourg, à proximité du centre fédéral de requérants d'asile de la Gouglera afin de faire le bilan des 200 jours du conseiller fédéral Beat Jans à la tête du Département fédéral de justice et police.



Par Nicolas Kolly,
Conseiller national,
Essert (FR)

Notre conclusion est sans appel : le chaos de l'asile a pris une ampleur insupportable pour la population suisse. La gauche, à l'instar du conseiller fédéral Beat Jans (PS), préfère continuer de faire l'autruche.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, on comptait, à la fin de l'année 2023, 117 millions de réfugiés à travers le monde, chiffres qui a doublé en l'espace de 10 ans ! Autant de personnes qui auraient le droit à s'établir en Suisse, ceci sans tenir compte de nos capacités d'accueil.

Explosion de la criminalité dans le canton de Fribourg

Au droit à la protection d'un réfugié, nous opposons le droit de la population suisse de vivre en sécurité. Il est paradoxal et choquant de constater qu'en Suisse, la sécurité de la population suisse est souvent mise en danger par des personnes que l'on accueille généreusement et qui viennent demander protection.

Voici des exemples qui m'ont été rapportés par des citoyens depuis l'année passée :

- Un promeneur rencontre en forêt plusieurs personnes en train de cacher, semble-t-il, de l'argent dans la forêt. Après avoir constaté qu'elles étaient découvertes, elles ont menacé le promeneur.
- Une jeune fille explique avoir été harcelée dans le bus ; le chauffeur du bus lui a indiqué de rester près de lui pour quelle soit

protégée et, comme la situation devenait critique, le chauffeur a demandé à la jeune fille de descendre et d'appeler sa famille pour quelle vienne la chercher.

Je peux encore citer la bagarre entre environ 300 Érythréens le 18 février dernier à Villars-sur-Glâne. Il s'agissait d'une bagarre entre opposants et partisans du régime érythréen qui viennent en Suisse chercher un refuge alors qu'en réalité, ils importent leur conflit. Les chiffres de la criminalité confirment cela, à tel point que Fribourg est devenue, l'année passée, la ville de Suisse romande avec le plus haut taux de criminalité. Dans le district de la Singine, où se trouve le centre fédéral de la Gouglera, les vols par effraction ont augmenté, en l'espace d'une année, de 23,7 % et les vols dans les véhicules même de 255,8 %.

Selon le rapport de la police cantonale fribourgeoise 2023, « le nombre d'événements mettant en cause des requérants d'asile a fortement augmenté (1'330 contre 506 en 2022) ».

Dans le canton de Fribourg, le Conseil d'Etat a transmis, lors de sa rencontre avec la députation fribourgeoise aux Chambres fédérales, une intervention pour augmenter le renvoi des criminels étrangers car, selon le gouvernement fribourgeois, « de nombreux requérants d'origine nord africaine commettent de nombreux délits, présentent des signes d'addiction marquée et ne semblent pas sensibles aux procédures pénales qui leur sont assignées ».

Voilà, la réalité de l'asile dans le canton de Fribourg, réalité qui se retrouve à de nombreux autres endroits en Suisse.

Constatant l'inaction constante des pouvoirs politiques, Conseil fédéral et Parlement en tête, l'UDC a décidé d'en appeler au peuple en lançant l'initiative populaire pour la protection des frontières. Cette initiative exige que la sécurité des Suisses soit prioritaire et que le chaos provoqué par l'asile soit arrêté à nos frontières. Signez et faites signer notre initiative pour la protection des frontières.

Prévenus pour infractions au Code pénal, 2023

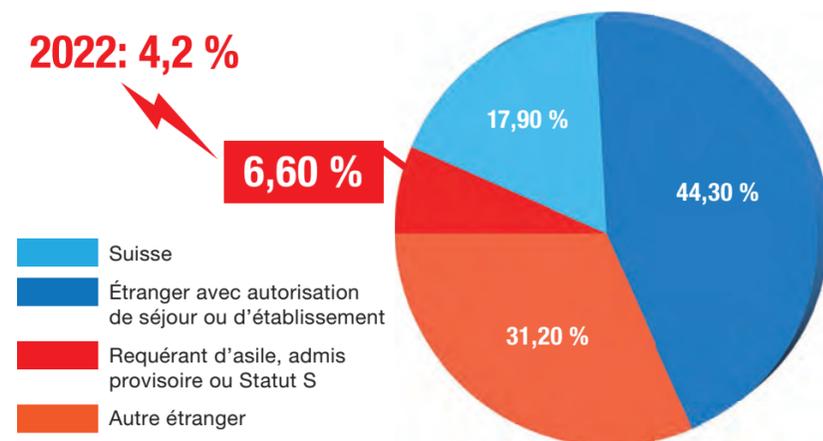


Illustration 10 : personnes accusées d'infractions au code pénal en 2023. Source : Office fédéral de la statistique 2024.

200 jours du conseiller fédéral Jans : constat des dégâts

Les chiffres, les coûts et la criminalité explosent ; la politique d'asile actuelle nuit à la population suisse. Le chef (socialiste) de l'asile, Beat Jans, a promis des durcissements en la matière. Mais la vérification des faits le montre : Les actes ne suivent guère les paroles.



Par Pascal Schmid,
Conseiller national,
Weinfelden (TG)

Exemple 1 :

Au début de l'année, le conseiller fédéral Beat Jans a annoncé des procédures strictes de 24 heures dans le but de dissuader les migrants maghrébins en quête d'asile. **La réalité :** les procédures ne durent pas 24 heures, mais 24 jours et plus. En mai 2024, les demandes d'asile des Maghrébins ont augmenté par rapport à mai 2023.

Exemple 2 :

Le conseiller fédéral Beat Jans a promis de mettre fin à l'utilisation abusive des centres d'asile comme « bed & breakfast » et c'est pourquoi les demandes ne devraient plus être possibles le weekend. De plus, les demandes devaient être motivées par écrit. **La réalité :** rien n'a changé et la criminalité autour des centres continue d'exploser.

Exemple 3 :

Le conseiller fédéral Beat Jans a annoncé des mesures contre la criminalité en matière d'asile. **La réalité :** davantage de tables rondes. Mais les discours ne suffisent pas à résoudre les problèmes. Près de 25 % des infractions pénales sont commises par des migrants, des touristes criminels et des clandestins. L'État doit intervenir, exclure les criminels d'asile de la procédure et les expulser.

Exemple 4 :

Le conseiller fédéral Beat Jans refuse les contrôles aux frontières, qui selon lui ne serviraient à rien. Les contrôles aux frontières sont pourtant efficaces, notamment contre l'immigration clandestine, comme l'ont démontré les pays voisins pendant l'Euro de football et les Jeux olympiques.

Exemple 5 :

Le conseiller fédéral Beat Jans a annoncé une nouvelle stratégie en matière d'asile. La réduction du nombre de demandeurs d'asile n'y est pas abordée ! Au contraire, le chef socialiste de l'asile augmente l'immigration des demandeurs d'asile en facilitant le regroupement familial. De plus, chaque Afghane est reconnue comme réfugiée et le retour est remis en question pour le statut de protection S.

Conclusion : Il ne reste pas grand-chose des annonces faites par le conseiller fédéral Beat Jans. Il risque ainsi de diviser davantage la société. **En effet, une grande partie de la population ne soutient plus cette politique d'asile néfaste pour notre pays.**



Constat des dégâts de Beat Jans

Les milliards de l'asile cachés par la gauche

Vous êtes-vous déjà demandé combien la politique d'asile englobait ? « La transparence renforce la confiance envers le monde politique », tel est un des objectifs principaux de l'initiative de la gauche pour la transparence. Alors au nom de quoi la Berne fédérale refuse-t-elle de fournir un récapitulatif complet des coûts de l'asile ?



Par Céline Amaudruz
Conseillère nationale,
Genève (GE),

La Confédération à elle seule dépense désormais 3,5 milliards de francs pour sa politique d'asile. En 2021, ce chiffre était encore de 1,5 milliard. Mais personne ne sait à combien s'élèvent les dépenses générées dans les cantons et les communes et qui viennent s'ajouter aux 3,5 milliards de la Confédération.

Prenons l'exemple de l'aide sociale. La grande majorité des personnes admises au titre de l'asile vivent de notre État social. Con-

crètement, cela signifie que le contribuable suisse finance, pour ces gens, la prise en charge de base (nourriture, boissons, vêtements, tabac, abonnements aux transports publics, Internet, radio/TV, activités de loisirs, etc.). Mais ce n'est pas tout : les frais de logement sont également pris en charge, ainsi que toutes les cotisations aux assurances sociales, y compris les primes d'assurance maladie. A cela s'ajoutent d'autres dépenses pour les meubles, les fournitures scolaires, les articles pour bébé, les frais d'avocat, les taxes, les lunettes, l'assurance ménage et responsabilité civile, les frais de dentiste, etc.

Souvent, le « bien de l'enfant » rend nécessaire la fréquentation de la crèche ou de groupes ludiques, financée par les impôts. Les classes spéciales, les mesures de péda-

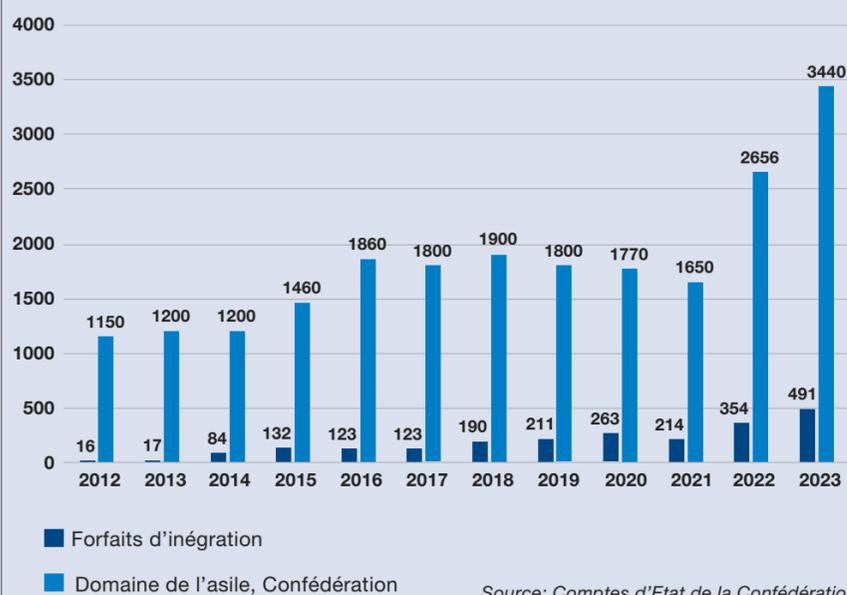
gogie spécialisée, les modèles intégratifs dans le domaine de l'éducation sont autant de tonneaux des Danaïdes. Combien de demandeurs d'asile sont en attente auprès de l'APEA pour un motif ou un autre ? Personne ne le sait. Et toutes ces mesures, dites d'intégration, représentent en réalité une véritable industrie florissante et fructueuse, mais totalement financée par les contribuables : cours d'alphabétisation et de français, préapprentissage d'intégration, coaching pour des postulations, programmes d'occupation et bien d'autres choses encore.

Des milliards de francs impossibles à identifier

En 2023, les délits commis par des personnes relevant de l'asile ont augmenté de plus de 50 %. Combien nous coûte, à nous contribuables, la poursuite pénale de ces délinquants qui prétendent être persécutés politiquement dans leur pays et qui auraient donc tant besoin de notre protection ? Des milliards de francs issus de nos impôts sont versés à cette politique d'asile défectueuse. Or, nous ne connaissons pas l'ensemble des dépenses cumulées entre les communes, les cantons et la Confédération. Il faut que ça change !

Il serait en réalité simple et aisé de créer un financement transparent : chaque dépense publique serait enregistrée dans une comptabilité dédiée. On pourrait créer des comptes spéciaux pour toutes les dépenses liées au domaine de l'asile. Cela permettrait non seulement de mettre en évidence l'ensemble des coûts pour nous, les contribuables, mais aussi de voir qui sont les bénéficiaires bien payés de cette véritable industrie de l'asile.

Coûts de l'asile pour la Confédération selon les comptes d'État, en millions



Prix Résistance : l'UDC récompense la résistance et le courage citoyen

1 arbitraires des autorités, mise sous tutelle politique par la gauche rose-verte, suppression de droits démocratiques : il faut des personnes courageuses qui se défendent contre un Etat envahissant. A partir de cette année, l'UDC Suisse distinguera des femmes et des hommes qui s'engagent pour la liberté et les droits démocratiques des Suisses.

La lauréate du Prix Résistance 2024 est Astrid Mühlebach, domiciliée dans le canton de Lucerne. Elle s'est battue avec succès contre le changement d'affectation d'installations scolaires, sportives et de loisirs qui devaient devenir des logements pour requérants d'asile.

C'est typique de la Berne fédérale : la majorité de centre-gauche laisse entrer en Suisse des dizaines de milliers d'immigrés demandeurs d'asile venus du monde entier et les répartit ensuite simplement entre les communes. A Mosen (LU), qui fait partie de la commune de Hitzkirch, les autorités voulaient transformer l'école en

Les associations et les personnes engagées devraient donc maintenant être mises à la rue, uniquement parce que le centre-gauche a totalement échoué avec sa politique d'asile ? Il est piquant de constater que le ministre de l'asile, le conseiller fédéral Beat Jans (PS), est originaire de la même commune.

Une résistance politique, citoyenne, démocratique et populaire est nécessaire contre cet arbitraire des autorités. C'est ce qu'a fait



Légende de la photo : Le président du parti, Marcel Dettling, et la conseillère nationale Sandra Sollberger remettent le premier Prix Résistance à Astrid Mühlebach (au centre).

avec succès Astrid Mühlebach, membre de l'UDC et domiciliée à Hitzkirch (LU) : elle a fait aboutir une **initiative communale** interdisant dans sa commune le changement d'affectation des installations scolaires, sportives et de loisirs en logements pour requérants d'asile.

« L'engagement courageux d'Astrid Mühlebach mérite respect et reconnaissance », a déclaré le président de l'UDC et conseiller national (SZ) Marcel Dettling lors de la remise du Prix Résistance. « C'est pour de tels Suisses engagés, qui défendent notre patrie, que nous avons créé le Prix Résistance ».

NON à cette nouvelle attaque contre l'agriculture suisse

Une acceptation de l'initiative pour la biodiversité aurait des répercussions terribles sur la sécurité alimentaire et la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'étranger. Et si on écoutait enfin les paysans ?



Par Sylvain Freymond,
Conseiller national,
Montricher (VD)

Il y a quelques mois, toute l'Europe découvrait la détresse agricole lors de manifestations monstres. En Suisse, les panneaux de villages retournés rappellent ce malaise. Pourtant, loin des champs, les idéologues reprennent du service. Voilà qu'ils défendent un projet visant à protéger 30 % de la surface de la Suisse, contre 8 % actuellement selon leurs calculs. En réalité, près de 20 % de la surface agricole est déjà dédié à la promotion de la biodiversité alors que seuls 7 % sont obligatoires pour obtenir des paiements directs !

L'extension des surfaces protégées entraînerait un affaiblissement terrible de notre production alimentaire, y compris en bio. Pour quel résultat ? Une augmentation des importations et un consommateur incapable de connaître les conditions de production de sa nourriture. C'est pourquoi l'UDC, mais aussi le Conseil fédéral et le Parlement rejettent l'initiative biodiversité.



Martin Hübscher,
conseiller national (ZH)
et agriculteur

« Les bases légales existent déjà pour continuer à promouvoir la biodiversité. »



Lionel Dugerdil,
Lionel Dugerdil, vigneron, député,
président UDC Genève, Chouilly (GE)

« Aujourd'hui déjà, les familles d'agriculteurs suisses consacrent un cinquième de leurs terres à la préservation et à la promotion de la biodiversité. Elles n'ont pas attendu les militants politiques pour agir ! »



Jacques Nicolet,
agriculteur, conseiller national,
Lignerolle (VD)

« En entretenant plus de 200'000 hectares de surface de biodiversité, l'agriculture suisse fait déjà largement sa part, dès lors, consacré encore plus de surface de bonnes terres agricoles à la biodiversité, revient à augmenter notre dépendance aux importations de denrées alimentaires. »



Les délégués de l'UDC Suisse
ont unanimement voté NON
le 17 août dernier

NON



Didier Calame,
agriculteur, conseiller national,
Les Planchettes (NE)

« En cas de OUI, les importations de denrées alimentaires, de bois et d'électricité augmenteront. C'est dangereux et c'est pourquoi l'initiative doit être rejetée. »



Pierre-André Page,
agriculteur, conseiller national,
2^e vice-président du Conseil national,
Châttonnaye (FR)

« Le degré d'autosuffisance alimentaire de la Suisse, qui est actuellement d'environ 50 %, diminuerait encore plus. C'est contraire à la Constitution fédérale et dangereux pour notre sécurité alimentaire. »



Thomas Stettler,
agriculteur, conseiller national,
Soyhières (JU)

« Les bases légales sont déjà en place aujourd'hui pour continuer à promouvoir la biodiversité. Nul besoin de cette initiative dangereuse. »



Katja Riem,
conseillère nationale et présidente
de l'association des producteurs
de légumes BE et FR

« La protection des ressources et de la biodiversité est une priorité. Il en va de même pour la production d'aliments sains. Pour trouver le bon équilibre entre ces deux objectifs, il faut voter NON à cette initiative extrême. »



Vroni Thalmann-Bieri,
conseillère nationale (LU)
et agricultrice

« Nous créons plus de surface de biodiversité et de nourriture locale sans cette initiative extrême ! »



Marcel Dettling,
conseiller national (SZ), président
de l'UDC et agriculteur

« Préservons la production alimentaire indigène ! NON à cette initiative extrême de la gauche ! »

UDC : le parti des agriculteurs !



De la qualité suisse plutôt qu'encore plus de denrées étrangères importées !

Donc: **NON** à l'initiative extrême de la gauche sur la biodiversité



UDC Suisse, Case postale, 3001 Berne www.udc.ch

Devenir membre maintenant sous udc.ch/participer

LA SOUVERAINETÉ DES CANTONS N'EST PAS NÉGOCIABLE !

11

Le traité de soumission de l'UE a besoin d'une double majorité Au Conseil des Etats, on ne peut compter que sur les membres de l'UDC !



« Le peuple suisse ET les cantons » ; c'est par ces mots que commence notre Constitution fédérale. Mais presque tout le monde l'a oublié. Ce n'est pas le cas de l'UDC.



Par Michael Graber, Conseiller national Brig-Glis (VS)

La Suisse est un État fédéral composé de 26 États membres, les cantons, également appelés États. L'importance des cantons a toujours été primordiale pour notre pays. Cela se traduit par l'exigence d'une majorité du peuple et des cantons pour modifier la Constitution ou par la présomption de compétence en faveur des cantons dans l'article 3 de la Constitution fédérale. Il y est clairement écrit que « les cantons sont souverains ». La majorité des cantons, associée à la majorité populaire, confère une double légitimité démocratique à une disposition constitutionnelle et à des traités internationaux importants.

Les cantons sont depuis longtemps une épine dans le pied de la gauche. En effet, pour pouvoir réaliser leurs fantasmes de redistribution, ils ont besoin d'un appareil d'État centralisé qui puisse brider les citoyens à sa guise. Or, tant que les personnes directement concernées ont leur mot à dire dans un État fédéral, cela n'est pas possible.

Dans le cas de Schengen, le Conseil fédéral avait déjà contourné la majorité des cantons et n'avait pas qualifié ce traité, par lequel les contrôles aux frontières avaient été supprimés, d'organisation de sécurité collective. C'était d'ailleurs **anticonstitutionnel**, car l'accord de Schengen aurait également nécessité une majorité des cantons, conformément à l'article 140 de la Constitution fédérale et c'est précisément cette majorité des cantons qui aurait fait échouer Schengen à

l'époque. De nombreux problèmes dont nous faisons les frais aujourd'hui ne devraient donc pas exister. A l'époque déjà, de nombreux conseillers aux États étaient restés muets au lieu de monter aux barricades.

Avec le projet d'accord-cadre de l'UE, nous nous soumettrions à des juges étrangers et adopterions automatiquement le droit de Bruxelles. Pour une proposition aussi radicale, il faut impérativement une majorité des cantons. Sachant pertinemment qu'il est pratiquement impossible d'obtenir une majorité des cantons pour un tel accord de soumission, la gauche et les europhiles des autres partis veulent à nouveau l'empêcher. Le conseiller fédéral socialiste Beat Jans a déjà tenté, sans succès, d'embobiner ses collègues du Conseil fédéral et de les prendre pour des imbéciles. Le Parlement va bientôt se prononcer à son tour sur cette question centrale. On peut toujours compter sur tous les représentants de l'UDC ; en effet, tout conseiller aux États qui ne soutient pas la majorité des cantons sur cette question est dans la mauvaise Chambre.

« Avec le projet d'accord-cadre de l'UE, nous nous soumettrions à des juges étrangers »

New Kia Sorento

Aussi disponible en version Hybrid et Plug-in Hybrid



KIA
Movement that inspires



En savoir plus.



Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

NOS ÉCOLES SONT-ELLES ENCORE SAINES POUR NOS ENFANTS ?

13

L'immigration et le wokisme menacent nos enfants

Les écoliers suisses doivent être protégés

L'instruction et la formation sont des piliers fondamentaux de toute société moderne. Or, en Suisse, elles sont menacées d'une part à cause d'une immigration démesurée et d'autre part en raison des revendications woke.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

L'immigration massive et non contrôlée pose des défis importants à notre système scolaire. En particulier, la prise en charge et le suivi de la scolarité des élèves suisses sont totalement abandonnés au profit de l'intégration et de l'accompagnement d'élèves étrangers et allophones.

Par voie de conséquence, les élèves suisses sont de plus en plus laissés au bord de la route et le niveau général de l'instruction publique est en chute libre !

Pire, si un parent suisse ose se plaindre de cet état de fait, il sera perçu comme raciste et xénophobe. La scolarité de nos enfants et leurs perspectives d'avenir sont ainsi sacrifiées.

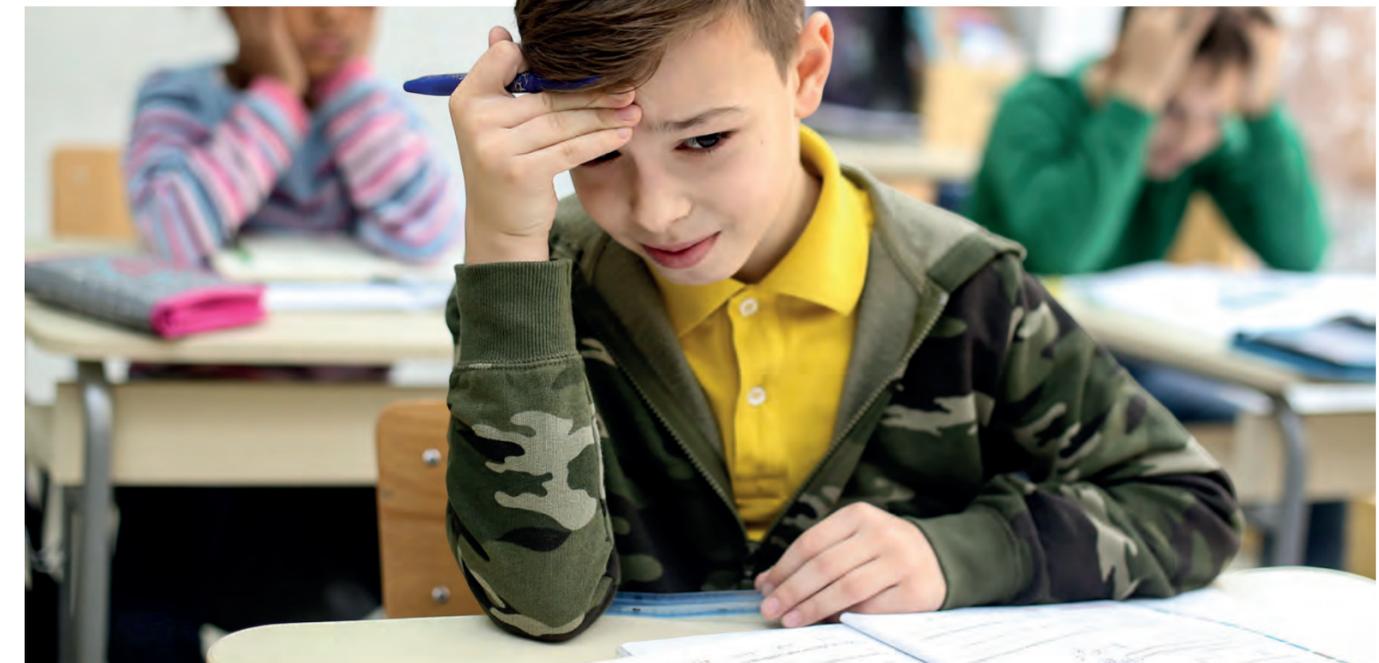
Non à la lobotomisation woke !

Les revendications idéologiques de gauche sont intolérables dans nos écoles et n'ont pas leurs places dans les programmes et activités scolaires. En plus de limiter la liberté académique, les revendications idéologiques de gauche sont marquées par un enseignement anti-scientifique sur

plusieurs sujets. L'UDC s'engage pour que l'instruction publique soit neutre, objective et de qualité.

Par souci de demeurer politiquement correctes, les écoles sont poussées à privilégier des initiatives activistes plutôt que l'excellence académique. Cela détourne l'attention des compétences fondamentales nécessaires au développement des élèves, telles que les branches de bases comme les mathématiques, le français et l'allemand.

L'UDC se continuera de se battre contre l'immigration démesurée et contre toutes les revendications idéologiques de gauche afin de garantir une éducation neutre et de haute qualité pour les générations futures.



Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Je soutiens l'UDC financièrement
 - Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
 - Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Faites un don :



Nom/Prénom

Rue

NP/Localité

Téléphone Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58



Assainir les finances de la Confédération

Ce n'est pas à nos enfants de payer nos dettes

Les finances fédérales vont si mal que le Conseil fédéral a désigné un groupe d'experts afin de trouver des mesures d'économie et équilibrer les futurs budgets de la Confédération. C'est exactement ce que l'UDC a proposé en vain depuis des années.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignerolle (VD)

La dette de la Confédération approchait les 100 milliards avant la pandémie due au Covid-19. Or, les moyens mis à disposition par la Confédération pour atténuer la crise, cumulés au ralentissement de notre économie, ont conduit à une augmentation de la dette fédérale de 40 %.

Aujourd'hui, notre dette publique se monte à plus de 140 milliards de francs, représentant plus de 15'500 francs de dette par personne.

Depuis longtemps, l'UDC se bat pour maintenir des finances saines et une dette fédérale à un niveau acceptable. C'est dans ce but que notre parti s'oppose aux propositions de la gauche visant à augmenter les taxes et les impôts au détriment des familles et des entreprises.

Persuadé qu'il est primordial de réduire notre dette, tout comme il est nécessaire de stopper la croissance des dépenses fédérales qui approchent les 90 milliards de francs par année, l'UDC a formulé 18 propositions concrètes au groupe d'experts, permettant d'alléger le budget fédéral de plus de 5 milliards.

L'UDC vise 5 milliards d'économies

Alors que des secteurs comme l'agriculture n'ont jamais augmenté leur budget depuis

20 ans, d'autres font preuve d'un énorme appétit financier et il faudra particulièrement concentrer nos efforts dans ces secteurs.

Par exemple dans le domaine de l'asile, qui est passé de moins d'un milliard en 2021 à 3,5 milliards de francs en 2023, dans la culture ou les dépenses ont progressé de 50 % en 12 ans, ou encore dans les charges de personnel qui ont augmenté de 700 millions depuis 2019, atteignant désormais 6,5 milliards de francs.

L'UDC va continuer de s'engager concrètement afin de réduire les dépenses de la Confédération, d'assurer une fiscalité supportable et d'éviter de faire payer nos dettes aux générations futures.



Garantir l'avenir de la prévoyance professionnelle

LPP : un 2^e pilier sur lequel pouvoir compter



AVS. Prévoyance professionnelle (caisses de pension). Et prévoyance privée. Notre système suisse des trois piliers est un modèle à succès. A condition que chaque pilier s'adapte aux évolutions de la société et de l'économie. C'est pourquoi le 2^e pilier doit être réformé et consolidé.



Par Pierre-André Page,
Conseiller national,
Châttonnaye (FR)

sera abaissé de 22'050 francs à 19'845 francs : en Suisse, cela va concerner 70'000 personnes.

Plus solidaire avec les femmes et avec toutes les générations

Autre amélioration importante pour un autre public-cible, les travailleurs de plus de 50 ans : leur taux de cotisation LPP sera réduit par rapport à aujourd'hui. La réforme entend ainsi renforcer la solidarité entre générations en réduisant l'écart entre les cotisations salariales des travailleurs âgés et celle des plus jeunes. Le pourcentage du salaire augmentera pour le groupe des 24-34 ans mais diminuera pour les autres groupes d'âge.

« Autre amélioration importante pour un autre public-cible, les travailleurs de plus de 50 ans : leur taux de cotisation LPP sera réduit par rapport à aujourd'hui. »

Certes, la réforme prévoit une réduction du taux de conversion de 6,8 % à 6,0 % : pour un avoir vieillesse de 100'000 francs, la rente s'élève actuellement à 6'800

francs, demain elle sera de 6'000 francs. Mais Parlement et Conseil fédéral ont prévu des mesures compensatoires.

La réforme du 2^e pilier est donc favorable aux femmes, aux travailleurs à temps partiel, à la classe moyenne : de quoi consolider cette prévoyance et faire de ce 2^e pilier un pilier sur lequel pouvoir compter, demain encore !

Les délégués
de l'UDC Suisse
ont voté OUI
le 17 août 2024

OUI



Sécurisons nos rentes !

Réforme LPP **OUI**

